

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 3507

[C — 2009/29556]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux formations des animateurs et des coordinateurs de centres de vacances, à l'habilitation des organismes de formation, à l'homologation des brevets, aux équivalences et à la commission d'avis relative à la formation

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles,

Vu le décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances, notamment les articles 5, § 7, *5bis* et *17bis*;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2009;

Vu l'avis de la Commission consultative des Organisations de Jeunesse, donné le 30 mars 2009;

Vu l'avis de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 20 avril 2009;

Vu l'urgence, fondée sur les motifs suivants :

L'arrêté soumis pour avis à la section de législation du Conseil d'Etat :

1° définit les contenus et les modalités d'organisation des formations visées à l'article *5bis*, § 2, du décret;

2° détermine les conditions selon lesquelles l'expérience utile visée à l'article 5 est réalisée et validée;

3° détermine les conditions selon lesquelles le stage pratique visé à l'article *5bis*, § 2, du décret est réalisé et validé;4° détermine la procédure d'octroi et de retrait d'habilitation des organismes de formation visée à l'article *5bis*, § 3, du décret;5° fixe la procédure de recours contre les décisions de refus ou de retrait d'habilitation des organismes de formation visée à l'article *5bis*, § 3, du décret;6° détermine la procédure d'homologation des brevets d'animateurs et de coordinateurs de centres de vacances par la Communauté française visée à l'article *5bis*, § 5;7° détermine les modalités pratiques selon lesquelles les équivalences visées à l'article *5bis*, § 6, du décret peuvent être octroyées;

8° détermine les modalités de composition et d'organisation de la commission formation.

Or, le décret en application duquel le présent arrêté est pris entrera en vigueur le 1^{er} septembre prochain, et les premières formations pouvant être délivrées en exécution du décret nouveau et du présent arrêté se dérouleront dès les vacances de la Toussaint de l'année en cours. Il faut donc permettre aux opérateurs concernés de pouvoir prendre connaissance, au plus tôt, des dispositions réglementaires qui s'appliqueront à eux en vue d'organiser lesdites formations, en ce compris celles relatives à leur habilitation pour ce faire. Il en va de même de la commission formation qui doit pouvoir mettre en œuvre, dans cette perspective, les dispositions du présent arrêté qui la concernent. Compte tenu de cet impératif et, en outre, du fait que les dispositions du présent projet doivent être adoptées au plus vite dès lors que l'échéance prochaine de la présente législature risque, si elles ne sont pas adoptées avant, d'en retarder l'adoption au préjudice des opérateurs concernés et, plus généralement, des bénéficiaires de leurs activités, l'urgence est établie;

Vu l'avis n° 46.630 du Conseil d'Etat, donné le 13 mai 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de promotion sociale et de la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et objet de l'arrêté**Article 1^{er}.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « Décret » : le décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances;

2° « le Ministre de la Jeunesse » : le Ministre qui a la Jeunesse dans ses attributions;

3° « le Service de la Jeunesse » : le Service de la Jeunesse de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française;

4° « l'inspection » : le Service de l'Inspection de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française;

5° « Période » : plusieurs journées consécutives qui forment un ensemble cohérent;

6° « Groupe de participants » : groupe composé de minimum huit et maximum quarante personnes participant à une période de formation théorique;

7° « Equipe d'encadrement » : ensemble de formateurs qui accompagnent un groupe de participants dans le cadre d'une période de formation théorique;

8° « Résidentiel » : période de formation théorique en séjour avec hébergement du groupe de participants et de l'équipe d'encadrement;

9° « Equipe d'animation » : l'ensemble des animateurs, coordinateur(s) ou responsable(s) qualifié(s) qui encadrent les enfants et les jeunes lors d'un centre de vacances;

10° « Commission formation » : la commission relative à la formation telle que prévue à l'article *17bis* du décret;11° « Commission générale d'avis » : la commission générale d'avis visée à l'article *17bis* du décret;

12° « notification » : envoi par lettre recommandée.

Art. 2. Le présent arrêté :1° définit les contenus et les modalités d'organisation des formations visées à l'article *5bis*, § 2, du décret;

2° détermine les conditions selon lesquelles l'expérience utile visée à l'article 5 est réalisée et validée;

3° détermine les conditions selon lesquelles le stage pratique visé à l'article *5bis*, § 2, du décret est réalisé et validé;4° détermine la procédure d'octroi et de retrait d'habilitation des organismes de formation visée à l'article *5bis*, § 3, du décret;

5° fixe la procédure de recours contre les décisions de refus ou de retrait d'habilitation des organismes de formation visée à l'article 5bis, § 3, du décret;

6° détermine la procédure d'homologation des brevets d'animateurs et de coordinateurs de centres de vacances par la Communauté française visée à l'article 5bis, § 5;

7° détermine les modalités pratiques selon lesquelles les équivalences visées à l'article 5bis, § 6, du décret peuvent être octroyées;

8° détermine les modalités de composition et d'organisation de la commission formation.

CHAPITRE II. — *La formation d'animateurs*

Section 1^{re}. — Les contenus de la formation d'animateur

Art. 3. Les contenus de la formation théorique d'animateur s'articulent avec le stage pratique pour former un ensemble cohérent.

Art. 4. Les contenus de la formation théorique d'animateur comprennent au minimum :

1° les aspects de vie collective, notamment :

- a. la gestion des relations et la communication dans un groupe;
- b. des techniques permettant de gérer les temps collectifs et les temps de concertation;
- c. l'organisation et la mise en œuvre de l'animation en équipe d'animateurs;

2° la connaissance des enfants et des jeunes, notamment :

- a. les rythmes de vie; les besoins des enfants, des jeunes et du groupe; le bien-être des enfants et des jeunes;
- b. la sensibilisation de l'animateur à son rôle face aux situations de maltraitance;
- c. la sensibilisation et la prise en compte des spécificités psychologiques, physiologiques, sociales et culturelles des enfants et des jeunes;

3° l'éducation à la liberté, à l'autonomie et à la responsabilité, notamment :

- a. la relation entre l'animateur, les enfants, les jeunes : une relation pédagogique, une relation bienveillante;
- b. l'analyse des valeurs éducatives vécues en centre de vacances;
- c. les attitudes éducatives en lien avec le projet pédagogique de l'organisateur du centre de vacances dans lequel l'expérience utile est réalisée;

4° des outils d'analyse d'un projet pédagogique d'un organisateur de centre de vacances, notamment :

- a. l'appropriation et l'analyse critique du projet pédagogique de l'organisateur du centre de vacances dans lequel le stage pratique est réalisé;
- b. l'éducation active en centre de vacances;

5° les animations en centre de vacances, notamment :

- a. la mise sur pied, la gestion et l'évaluation des activités et des projets collectifs;
- b. l'élaboration d'un programme d'activités varié et équilibré en centre de vacances;
- c. des activités permettant l'expression, la créativité, la communication, l'éveil culturel, le développement physique;

6° l'évaluation, notamment :

- a. les objectifs, processus et techniques d'évaluation en centre de vacances;
- b. l'évaluation des différents aspects d'un centre de vacances par et avec les enfants et les jeunes et par les animateurs;
- c. l'évaluation des périodes de formation, l'évaluation en cours et en fin de formation;

7° la sécurité en centres de vacances, notamment :

- a. les précautions à prendre pour prévenir les accidents;
- b. l'hygiène;
- c. les premiers soins;

8° le rôle de l'animateur, notamment :

- a. les missions et les fonctions de l'animateur;
- b. la déontologie de l'animateur;
- c. les responsabilités de l'animateur : légale, morale, éducative et éventuellement contractuelle;

9° l'organisation d'un centre de vacances, notamment :

- a. la logistique d'un centre de vacances;
- b. l'environnement et le contexte institutionnel lié à la pratique des activités en centres de vacances;

10° les liens entre la formation théorique et le stage pratique, notamment :

- a. la définition d'objectifs;
- b. l'utilisation des acquis;
- c. l'expérimentation de la construction collective de savoirs;
- d. l'expérimentation de la fonction centrale qu'occupe le participant dans les apprentissages;
- e. les méthodes actives d'éducation;

11° les Droits de l'Enfant, notamment leur mise en application dans le cadre des activités et de la gestion quotidienne des centres de vacances;

12° la philosophie et les méthodes de l'Education permanente :

- a. l'expérimentation de la vie collective et l'analyse des situations rencontrées en lien avec la fonction d'animateur de centre de vacances;
- b. l'expérimentation de la fonction d'animateur et l'analyse des situations rencontrées en lien avec les missions des centres de vacances;
- c. l'expérimentation de la prise de responsabilité, de l'autonomie et de l'esprit critique en lien avec la philosophie de l'Education permanente;
- d. la mise en perspective des expérimentations dans le cadre du stage pratique;
- e. l'évaluation et l'exploitation des acquis de la formation théorique et du stage pratique dans la construction collective des savoirs.

Section II. — Modalités d'organisation de la formation d'animateur

Art. 5. Les besoins du public en formation peuvent justifier l'importance relative réservée à chacun des contenus visés à l'article 4, à l'exception de l'Education permanente visée à l'article 4, 12°, qui est un contenu transversal.

Art. 6. Les modalités pratiques d'organisation de la formation d'animateur sont les suivantes :

1° 150 heures de formation théorique et 150 heures de stage pratique qui s'étalent sur une durée maximale de 36 mois et s'articulent dans l'ordre suivant :

- a. minimum 75 heures de formation théorique en résidentiel dont une période d'au moins 40 heures;
- b. une ou deux période(s) de stage pratique totalisant au minimum 75 heures dans la fonction d'animateur;
- c. minimum 50 heures de formation théorique en résidentiel, entrecoupées ou suivies d'une éventuelle seconde période de stage pratique;

2° les 150 heures de formation théorique visés au 1° s'organisent en résidentiel en minimum 2 et maximum 6 périodes.

La durée de 36 mois visée au 1° peut être prolongée de manière exceptionnelle sur dérogation accordée par le Service de la Jeunesse.

Art. 7. Au premier jour de la formation théorique d'animateur, le participant doit être âgé de minimum 16 ans.

CHAPITRE III. — La formation de coordinateur

Section I^{re}. — Les contenus de la formation de coordinateur

Art. 8. Les contenus de la formation théorique de coordinateur s'articulent avec le stage pratique pour former un ensemble cohérent.

Art. 9. Les contenus de la formation théorique de coordinateur comprennent au minimum :

1° la gestion de l'équipe d'animateurs, l'accompagnement des animateurs en ce compris le soutien pédagogique et l'évaluation formative;

2° les moyens d'aborder, de s'approprier, de développer un projet pédagogique visé à l'article 7, 3°, du décret;

3° les moyens d'évaluer la concordance entre le projet pédagogique et sa mise en application à travers l'organisation du centre de vacances;

4° les attitudes du coordinateur, sa relation avec les enfants et les jeunes participant aux centres de vacances;

5° le rôle, le statut et les fonctions du coordinateur;

6° la relation du coordinateur avec l'organisateur et le personnel du centre de vacances;

7° la sécurité et l'hygiène dans le centre de vacances;

8° les réglementations extérieures en lien avec l'organisation d'un centre de vacances : connaissance de la législation, des règlements et critères dans les domaines de l'enfance, de la jeunesse, de la vie en plein air;

9° l'évaluation des centres de vacances, l'évaluation des périodes de formation, l'évaluation en cours et en fin de formation;

10° la gestion et l'administration d'un centre de vacances notamment les assurances;

11° les relations avec le lieu d'accueil, les parents, les autorités communales, les représentants des pouvoirs publics, les médias;

12° les missions d'un centre de vacances;

13° les institutions et les personnes ressources pour réaliser les missions d'un centre de vacances;

14° les Droits de l'Enfant, notamment leur mise en application dans le cadre des activités et de la gestion quotidienne des centres de vacances;

15° la philosophie et les méthodes de l'Education permanente, à savoir :

a. l'expérimentation de la vie collective et l'analyse des situations rencontrées en lien avec la fonction de coordinateur de centre de vacances;

b. l'expérimentation de la fonction de coordinateur et l'analyse des situations rencontrées en lien avec les missions des centres de vacances;

c. l'expérimentation de la prise de responsabilité, de l'autonomie et de l'esprit critique en lien avec la philosophie de l'Education permanente;

d. la mise en perspective des expérimentations dans le cadre du stage pratique;

e. l'évaluation et l'exploitation des acquis de la formation théorique et du stage pratique dans la construction collective des savoirs.

Section II. — Modalités d'organisation de la formation de coordinateur

Art. 10. Les besoins du public en formation peuvent justifier l'importance relative réservée à chacun des contenus visés à l'article 9, à l'exception de l'Education permanente visée à l'article 9, 15°, qui est un contenu transversal.

Art. 11. Les modalités pratiques d'organisation de la formation de coordinateur sont les suivantes :

1° Une première période de stage pratique de 100 heures minimum en tant qu'animateur breveté ou assimilé dans un centre de vacances agréé conformément au décret, à prester endéans les 24 mois qui précèdent le début de la formation théorique.

2° 150 heures de formation théorique dont 120 heures minimum en résidentiel, réparties sur deux cycles.

Chaque cycle comprend de 70 à 80 heures de formation théorique et s'articule dans l'ordre suivant :

a. minimum 30 heures de formation théorique en résidentiel;

b. minimum 75 heures de stage pratique en tant que coordinateur;

c. minimum 8 heures de formation théorique incluant l'évaluation collective.

Les deux cycles se déroulent sur une durée totale minimale de 12 mois et maximale de 36 mois.

3° Lors du premier cycle de formation visé au 2°, le stage pratique doit être supervisé par un coordinateur breveté ou en second cycle de formation ou avoir fait l'objet d'une convention avec le pouvoir organisateur du centre de vacances. Cette convention précise les modalités pratiques d'accompagnement. La commission formation est chargée d'établir un canevas de rédaction pour cette convention.

Lors du second cycle de formation visé au 2°, le stage pratique se réalise en tant que coordinateur à part entière, en plaine ou séjour.

Art. 12. Au premier jour de la formation théorique de coordinateur, le participant doit être âgé de minimum 18 ans.

CHAPITRE IV. — Dispositions générales relatives aux formations théoriques

Art. 13. Trois à onze heures de formation théorique peuvent être valorisées par journée de formation. En dessous de trois heures, la journée de formation ne peut être valorisée.

Art. 14. Les normes d'encadrement minimales pour une période de formation théorique sont de :

1° deux formateurs pour 8 à 23 participants;

2° trois formateurs pour 24 à 31 participants;

3° quatre formateurs pour 32 à 40 participants.

Art. 15. Ne peuvent être comptabilisés dans les normes d'encadrement minimales que les formateurs qui participent à la vie résidentielle de la formation.

Dans le cas où plusieurs groupes de participants sont rassemblés au sein d'une même période, chaque groupe a une équipe d'encadrement clairement identifiée.

Art. 16. Pour la formation des animateurs, la moitié des formateurs au moins doivent être porteurs du brevet d'animateur de centre de vacances visé à l'article 5bis, § 1^{er}, 1°, du décret.

Pour la formation des coordinateurs, la moitié des formateurs au moins doivent être porteurs du brevet d'animateur de centre de vacances visé à l'article 5bis, § 1^{er}, 1°, du décret et un formateur au moins doit être porteur du brevet de coordinateur de centres de vacances visé à l'article 5bis, § 1^{er}, 2°, du décret.

CHAPITRE V. — Dispositions générales relatives au stage pratique

Art. 17. § 1^{er} Le nombre d'heures du stage pratique visé à l'article 5bis, § 1^{er}, du décret, est déterminé comme suit :

1° lorsque le stage pratique est effectué dans les cadre des séjours et des camps :

a. une période de dix jours au moins dont huit jours pleins correspond à cent-cinquante heures de stage pratique;

b. une période de six jours au moins dont quatre jours pleins correspond à septante-cinq heures de stage pratique.

Les heures du premier et du dernier jour cumulées doivent totaliser un minimum de huit heures d'animation;

2° lorsque le stage pratique est effectué dans le cadre des plaines de vacances :

a. ne sont valorisées comme stage pratique que les journées comprenant au moins sept heures d'accueil des enfants coordonnées par le coordinateur ou prises en charge par l'animateur qui preste le stage pratique;

b. une période de cinq journées de plaine correspond à 50 heures de stage pratique;

c. si la plaine de vacances est fermée à l'occasion d'un jour férié légal, ce jour peut être comptabilisé dans le stage pratique avec un maximum de deux jours fériés légaux pris en compte sur l'ensemble des heures de stage pratique;

§ 2 Les personnes qui present le stage pratique sont présentes durant la totalité du séjour, du camp ou de la période de plaine et participent aux temps de préparation et d'évaluation en équipe d'animation.

§ 3 L'organisme de formation est chargé de vérifier si le participant se trouve dans les conditions requises pour effectuer son stage pratique et si le stage pratique correspond aux critères définis aux §§ 1^{er} et 2.

CHAPITRE VI. — L'expérience utile

Art. 18. § 1^{er} Le nombre d'heures valorisant l'expérience utile visée à l'article 5, §§ 3 à 6, du décret est déterminé comme suit :

1° en ce qui concerne l'expérience utile acquise lors des séjours et des camps :

a. une période de dix jours au moins dont huit jours pleins correspond à 150 heures d'expérience utile ;

b. une période de six jours au moins dont quatre jours pleins correspond à 75 heures d'expérience utile, les heures du premier et du dernier jour cumulées devant totaliser un minimum de 8 heures d'animation;

2° en ce qui concerne l'expérience utile acquise lors des plaines de vacances :

a. ne sont valorisées comme expérience utile que les journées comprenant au moins sept heures d'accueil des enfants;

- b. une période de cinq journées de plaine correspond à 50 heures d'expérience utile;
- c. si la plaine de vacances est fermée à l'occasion d'un jour férié légal, ce jour peut être comptabilisé dans l'expérience utile avec un maximum de deux jours fériés légaux pris en compte sur l'ensemble des heures d'expérience utile;

§ 2 Les conditions d'acquisition de l'expérience utile sont les suivantes :

1° l'expérience utile est entièrement acquise en centre de vacances agréé dans une fonction d'animation pour l'animateur. Elle est acquise pour 100 heures dans une fonction d'animation et 150 heures dans une fonction de coordination pour le coordinateur.

2° l'expérience utile est attestée par le pouvoir organisateur du centre de vacances dans lequel elle a été acquise. L'attestation précise la fonction dans laquelle l'expérience utile a été réalisée : soit d'animation, soit de coordination.

3° les personnes qui prestent l'expérience utile sont présentes durant la totalité du séjour, du camp ou de la période de plaine et participent aux temps de préparation et d'évaluation en équipe d'animation.

§ 3. L'Office de la Naissance et de l'Enfance est chargé de valider l'expérience utile.

CHAPITRE VII. — *La commission relative à la formation*

Art. 19. La commission formation se compose des catégories de membres suivants, lesquels sont tous membres de la commission générale d'avis :

- 1° un représentant du Ministre de la Jeunesse;
- 2° un représentant du Service de la Jeunesse;
- 3° un représentant de l'Inspection;
- 4° quatre délégués d'organismes de formation habilités pour la formation d'animateurs ou pour la formation de coordinateurs de centres de vacances;
- 5° un délégué de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie et un délégué de l'Association de la ville et des communes de la Région bruxelloise;
- 6° un délégué de pouvoirs organisateurs ou de groupement de pouvoirs organisateurs de centres de vacances visés à l'article 17bis, 7°;
- 7° trois délégués de la Commission consultative des Organisations de Jeunesse dont un a pour activités l'organisation de plaines, un l'organisation de séjours et un l'organisation de camps.

Seuls les membres visés aux points 4°, 5°, 6° et 7°, ont voix délibérative pour les avis sur l'octroi ou le retrait de l'habilitation et pour les équivalences. Le président est désigné parmi les membres de la commission formation, selon les règles fixées dans le règlement d'ordre intérieur de celle-ci. Le secrétariat de la commission formation est assuré par le Service de la Jeunesse.

Sauf raison exceptionnelle, la commission formation doit être convoquée dans un délai de minimum cinq jours ouvrables précédant chaque réunion.

La commission formation peut siéger valablement quel que soit le quorum de présence pour autant que cinq catégories de membres soient représentées. Si moins de cinq catégories sont représentées, une seconde réunion peut être convoquée dans les quinze jours. Dans ce cas, elle peut siéger valablement quel que soit le nombre de catégories représentées.

Elle délibère à la majorité absolue des suffrages des membres présents et à huis-clos.

La commission formation adopte son règlement d'ordre intérieur. Dans tous les cas, celui-ci prévoit les règles déontologiques applicables, notamment lorsqu'un dossier concernant un de ses membres est mis à l'ordre du jour. Ce règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du Ministre de la Jeunesse.

La commission formation est chargée de préparer les avis de la commission générale d'avis sur toute question concernant les formations relatives aux centres de vacances

La commission formation se prononce sous forme d'avis.

Tous les trois ans à dater de l'entrée en vigueur du décret du 30 avril 2009 modifiant le décret, la commission générale d'avis élabore un avis sur le processus de formation rendant compte de l'évaluation de la formation visée à l'article 5bis, § 3, alinéa 3, du décret et le transmet au Gouvernement.

CHAPITRE VIII. — *L'habilitation des organismes de formation*

Art. 20. Le dossier de demande d'habilitation précise toutes les modalités par lesquelles l'organisme de formation rencontre les prescrits relatifs à l'habilitation visés à l'article 5bis, § 3, du décret et doit contenir au moins :

1° une description de l'organisme de formation, à savoir ses coordonnées, objet social, statuts, noms des responsables, reconnaissances et agréments divers ainsi que des références en terme de formation permettant de montrer que l'organisme de formation dispose de l'expertise visée à l'article 5bis, § 3, alinéa 2, 4°, du décret, qu'il développe une expertise en formation et qu'il sera en mesure de garantir l'ensemble des conditions de formation menant au titre d'animateur de centres de vacances ou de coordinateur de centres de vacances telles que prévues dans le présent arrêté;

2° le type d'habilitation demandé, à savoir habilitation pour la formation d'animateur de centres de vacances et/ou pour la formation de coordinateur de centres de vacances;

3° une description de la formation d'animateur et/ou de coordinateur mettant en évidence les moyens par lesquels l'organisme de formation se conforme aux articles 5bis, § 2, et 5bis, § 3, 1°, 5° et 6°, du décret ainsi qu'aux chapitres II et/ou III, IV, V du présent arrêté et reprenant :

- a. les objectifs généraux de la formation;
- b. le mode d'appropriation et de transmission des contenus;
- c. les critères d'évaluation;
- d. l'organisation temporelle de la formation menant à la délivrance du titre, à savoir le type, le nombre et la durée des périodes de formation et le lien avec le stage pratique;
- e. la répartition des contenus de formation dans les différentes périodes de formation;
- f. les conditions de recrutement des formateurs, sans préjudice de l'article 16;

g. le mode de recrutement des participants, à savoir la description du public cible, du territoire sur lequel s'effectue le recrutement, des moyens utilisés, du nombre prévu de participants;

h. les coordonnées de pouvoirs organisateurs de centres de vacances partenaires pour le stage pratique, les conventions établies avec ces centres de vacances;

i. une description des modes de conservation des données relatives à la participation aux périodes de formation et au stage pratique;

j. une description d'éventuel(s) partenariat(s) avec d'autres organismes de formation ou avec des pouvoirs organisateurs de centres de vacances.

La commission formation peut élaborer un dossier-type pour faciliter les démarches.

Art. 21. La procédure d'habilitation d'un organisme de formation est la suivante :

1° Le dossier de demande d'habilitation doit être remis au Service de la Jeunesse au plus tard six mois avant le début de la première formation d'animateur ou de coordinateur de centres de vacances. A défaut, la demande d'habilitation n'est pas prise en considération pour ces formations. Le Service de la Jeunesse envoie un courrier confirmant la date de réception de la demande d'habilitation;

2° Le Service de la Jeunesse instruit le dossier de demande d'habilitation et le transmet à la commission générale d'avis dans les 15 jours suivant la date de réception du dossier;

3° La commission générale d'avis dispose de 45 jours à dater de la réception du dossier pour transmettre l'avis de la commission formation au Service de la Jeunesse;

4° Le Service de la jeunesse envoie une proposition de décision motivée au Ministre de la Jeunesse dans un délai de 15 jours à dater de la réception de l'avis de la commission générale d'avis. La décision du Ministre de la Jeunesse est notifiée par le Service de la Jeunesse à l'organisme de formation dans un délai de 15 jours à dater de l'envoi de la proposition de décision du Service de la jeunesse.

Art. 22. L'habilitation est valable pour une période de 5 ans.

Art. 23. Le Service de la Jeunesse et l'Inspection sont chargés de la vérification du respect des conditions d'habilitation.

Chaque année, l'organisme de formation transmet au Service de la Jeunesse, pour l'année à venir, les données prévisionnelles relatives à l'organisation des sessions de formation, à savoir les intitulés, dates et lieux des périodes de formation, nombre de participants et personne(s) de contact.

Art. 24. Un organisme de formation qui se voit refuser l'habilitation ne peut introduire un nouveau dossier de demande d'habilitation qu'au plus tôt six mois à dater de la notification de la décision de refus.

CHAPITRE IX. — *Le retrait, le refus d'habilitation et le recours*

Art. 25. Un organisme de formation peut se voir retirer son habilitation s'il ne respecte pas ou plus tout ou partie des conditions prévues à l'article 5bis du décret ou si les modalités d'application du présent arrêté ne sont pas remplies.

La procédure de retrait d'habilitation d'un organisme de formation est la suivante :

1° Le Service de la Jeunesse notifie le déclenchement de la procédure de retrait d'habilitation et ses motifs à l'organisme de formation, copie de ladite notification étant envoyée à la commission générale d'avis en vue de solliciter l'avis de la commission formation;

2° L'organisme de formation peut faire parvenir une note d'observations au Service de la Jeunesse et au secrétariat de la commission générale d'avis, au plus tard dans les 15 jours suivant la notification visée au 1°;

3° La commission générale d'avis dispose d'un délai de 45 jours, à compter de la réception de la note d'observation visée au 2°, pour transmettre l'avis de la commission formation au Service de la Jeunesse;

4° Le Service de la jeunesse rédige une proposition de décision motivée au Ministre, dans un délai de 15 jours à dater de la réception de l'avis de la commission générale d'avis.

5° Le Service de la jeunesse notifie la décision du Ministre à l'organisme de formation dans un délai de 15 jours suivant la réception de l'avis de la commission générale d'avis.

Art. 26. Un organisme de formation peut faire appel d'une décision de refus ou de retrait de l'habilitation visée à l'article 5bis, § 3, du décret selon la procédure suivante :

1° L'organisme de formation dispose d'un délai de 15 jours à dater de la notification de la décision de retrait d'habilitation pour notifier ses griefs au Service de la Jeunesse et au secrétariat de la commission générale d'avis;

2° A dater de la réception du recours, la commission générale d'avis dispose d'un délai de 45 jours pour entendre l'organisme de formation sauf renonciation expresse à ce droit, et pour transmettre un avis au Ministre de la Jeunesse;

3° A dater de la réception de l'avis formulé par la commission générale d'avis, le Service de la jeunesse dispose de 15 jours pour notifier la décision du Ministre de la Jeunesse à l'organisme de formation.

CHAPITRE X. — *Homologation des brevets*

Art. 27. § 1^{er}. Tout brevet d'animateur de centres de vacances ou de coordinateur de centres de vacances doit faire l'objet d'une demande d'homologation auprès de la Communauté française.

§ 2. La demande d'homologation d'un brevet est introduite auprès du Service de la Jeunesse et doit contenir les informations suivantes :

1° les coordonnées de l'organisme de formation;

2° le nom du détenteur du brevet;

3° le prénom du détenteur du brevet;

4° la date de naissance du détenteur du brevet;

5° la date de fin de formation;

6° la nature du titre obtenu (animateur ou coordinateur);

7° la nature du stage pratique (plaine, camp ou séjour).

Ces informations sont communiquées au Service de la Jeunesse sous la forme précisée par le Ministre de la Jeunesse.

§ 3. L'organisme de formation doit conserver pendant cinq ans les données relatives à chaque participant ayant terminé sa formation : nom, prénom, date de naissance, dates et lieux de formation, dates et lieux de stage pratique.

L'organisme de formation doit conserver pendant huit ans les dates et lieux des formations ainsi que les compositions des équipes d'encadrement.

§ 4. Le modèle-type du brevet délivré est déterminé par le Service de la Jeunesse.

Après vérification de la conformité de la formation suivie avec les prescrits du décret et du présent arrêté, le Service de la Jeunesse homologue le brevet.

CHAPITRE XI. — *Les équivalences*

Art. 28. § 1^{er}. Les demandes relatives à un titre délivré avant 2001 suite à une formation :

1° dont les objectifs et les contenus correspondent au brevet visé à l'article 5*bis* du décret;

2° dont la durée de formation théorique est de minimum 120 heures;

3° dont la durée de l'expérience acquise est de minimum 150 heures pour les animateurs et 250 heures pour les coordinateurs;

font l'objet d'une équivalence délivrée par le Service de la Jeunesse, sur présentation d'une copie du titre obtenu et de la description de la formation suivie.

Le Service de la Jeunesse soumet la liste des formations répondant à ces critères, pour avis, à la commission générale d'avis.

§ 2. Les demandes relatives à un titre délivré par un organisme de formation avant la notification de son habilitation font l'objet d'une équivalence délivrée par le Service de la Jeunesse pour autant que la formation suivie soit conforme au prescrit de l'article 5*bis* du décret et du présent arrêté.

Dès la notification de son habilitation, l'organisme de formation peut introduire une demande d'équivalence pour toutes les personnes détentrices du titre visé à l'alinéa 1^{er}. A cette fin, il communique les informations nécessaires au Service de la Jeunesse, à savoir la description de la formation et les coordonnées des personnes pour lesquelles une équivalence est demandée.

Le Service de la Jeunesse soumet la description de la formation, pour avis, à la commission générale d'avis.

§ 3. Les demandes relatives à un parcours individuel ne comprenant pas une formation répondant aux critères visés au § 1^{er} doivent être envoyées au Service de la Jeunesse sur papier libre. La demande doit comprendre tous les éléments que le demandeur estime utile pour justifier son parcours personnel et au moins :

1° les informations sur l'identité de la personne à savoir, ses nom, prénoms, date de naissance, adresse et coordonnées de contact;

2° les attestations et informations relatives aux formations suivies en dehors de l'enseignement de la Communauté française;

3° la copie des titres ou certificats acquis dans l'enseignement de la Communauté française;

4° les attestations concernant les périodes d'expérience acquise dans d'autres cadres que les centres de vacances et centres de vacances.

Le Service de la Jeunesse dispose de 15 jours pour transmettre la demande à la commission générale d'avis.

A dater de la réception de la demande, la commission générale d'avis dispose d'un délai de 30 jours pour transmettre l'avis de la commission formation concernant l'octroi ou le refus d'équivalence au Service de la Jeunesse.

Le Service de la jeunesse rédige une proposition de décision au Ministre dans un délai de 15 jours à dater de la réception de l'avis de la commission générale d'avis.

Le Service de la Jeunesse notifie la décision du Ministre de la Jeunesse dans un délai de 15 jours.

CHAPITRE XII. — *Dispositions finales*

Art. 29. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} octobre 2001 déterminant les conditions d'homologation des brevets d'animateur et de coordinateur de centres de vacances est abrogé.

Art. 30. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2009.

Art. 31. Le Ministre qui a la Jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mai 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 3507

[C — 2009/29556]

27 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de opleidingen van de animators en coördinatoren van vakantiecentra, de erkenning van de opleidingsorganen, de homologatie van de brevetten, de gelijkstellingen en de adviescommissie betreffende de opleiding

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra, inzonderheid op de artikelen 5, § 7, *5bis* en *17bis*;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 april 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 april 2009;

Gelet op het advies van de Adviescommissie van de Jeugdverenigingen, gegeven op 30 maart 2009;

Gelet op het advies van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 20 april 2009;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gewettigd door de volgende motieven :

Het besluit voor advies onderworpen aan de afdeling wetgeving van de Raad van State :

1° bepaalt de inhoud en de nadere regels van de organisatie van de opleidingen bedoeld in artikel *5bis*, § 2, van het decreet;

2° bepaalt de voorwaarden waaronder de nuttige ervaring bedoeld in artikel 5 verloopt en bekrachtigd wordt;

3° bepaalt de voorwaarden waaronder de praktijkstage bedoeld in artikel *5bis*, § 2, van het decreet verloopt en bekrachtigd wordt;

4° bepaalt de procedure voor de toekenning en de intrekking van de erkenning van de opleidingsorganen bedoeld in artikel *5bis*, § 3, van het decreet;

5° stelt de procedure vast voor het beroep tegen de beslissingen tot weigering of intrekking van de erkenning van de opleidingsorganen bedoeld in artikel *5bis*, § 3, van het decreet;

6° bepaalt de procedure voor de homologatie van de brevetten van animator en coördinator van vakantiecentra door de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel *5bis*, § 5;

7° bepaalt de praktische nadere regels volgens welke de gelijkstellingen bedoeld in artikel *5bis*, § 6, van het decreet toegekend kunnen worden;

8° bepaalt de nadere regels voor de samenstelling en de organisatie van de opleidingscommissie.

Het decreet bij toepassing waarvan dit besluit wordt genomen, zal evenwel in werking treden op eerstvolgend 1 september en de eerste opleidingen die verstrekt kunnen worden bij uitvoering van het nieuwe decreet en van dit besluit zullen plaats hebben vanaf de Herfstvakantie van het lopende jaar. De betrokken operatoren moeten dus, zo snel mogelijk, kennis kunnen nemen van de reglementaire bepalingen die op hen van toepassing zullen zijn met het oog op de organisatie van de bedoelde opleidingen, met inbegrip van die betreffende hun erkenning. Hetzelfde geldt voor de opleidingscommissie die in dat opzicht de bepalingen van dit besluit die haar betreffen, moet kunnen toepassen. Rekening houdend met deze imperatief en ook met het feit dat de nadere regels van dit besluit zo snel mogelijk aangenomen moeten worden aangezien het volgende einde van deze legislatuur de aanneming ervan zou kunnen vertragen als ze voordien niet worden aangenomen, en dit ten nadele van de betrokken operatoren en, algemener, van de begunstigen van hun activiteiten, wordt de dringende noodzakelijkheid vastgesteld;

Gelet op het advies nr. 46.630 van de Raad van State, gegeven op 13 mei 2009, bij toepassing van art. 84, § 1, 1e lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale promotie en van de Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities en strekking van het besluit*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Decreet : het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra;

2° De Minister van Jeugd : De Minister bevoegd voor de Jeugd;

3° De Jeugddienst : de Jeugddienst van de Algemene directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

4° De Inspectie : de Inspectiedienst van de Algemene directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

5° Periode : meerdere opeenvolgende dagen die een samenhangend geheel vormen;

6° Groep deelnemers : groep bestaande uit minstens acht en hoogstens veertig personen die aan een periode van theoretische opleiding deelnemen;

7° Omkaderingsploeg : geheel van de formateurs die een groep deelnemers begeleiden in het kader van een periode theoretische opleiding;

8° Residentieel : periode theoretische opleiding met verblijf van de groep deelnemers en de omkaderingsploeg;

9° Animatieploeg : geheel gekwalificeerde animators, coördinator(s) of verantwoordelijke(n) die de kinderen en de jongeren omkaderen tijdens een vakantiecentrum;

10° Opleidingscommissie : de commissie betreffende de opleiding zoals die bepaald in artikel *17bis* van het decreet;

11° Algemene adviescommissie : de algemene adviescommissie bedoeld in artikel *17bis* van het decreet;

12° Kennisgeving : versturing per aangetekende brief.

Art. 2. Dit besluit :

1° bepaalt de inhoud en de nadere regels voor de organisatie van de opleidingen bedoeld in artikel *5bis*, § 2, van het decreet;

2° bepaalt de voorwaarden waaronder de nuttige ervaring bedoeld in artikel 5 verloopt en bekrachtigd wordt;

3° bepaalt de voorwaarden waaronder de praktijkstage bedoeld in artikel *5bis*, § 2, van het decreet verloopt en bekrachtigd wordt;

4° bepaalt de procedure voor de toekenning en de intrekking van de erkenning van de opleidingsorganen bedoeld in artikel *5bis*, § 3, van het decreet;

5° stelt de procedure vast voor het beroep tegen de beslissingen tot weigering of intrekking van de erkenning van de opleidingsorganen bedoeld in artikel *5bis*, § 3, van het decreet;

6° bepaalt de procedure voor de homologatie van de brevetten van animator en coördinator van vakantiecentra door de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel *5bis*, § 5;

7° bepaalt de praktische nadere regels volgens welke de gelijkstellingen bedoeld in artikel 5*bis*, § 6, van het decreet toegekend kunnen worden;

8° bepaalt de nadere regels voor de samenstelling en de organisatie van de opleidingscommissie.

HOOFDSTUK II. — *De opleiding van animators*

Afdeling I. — De inhoud van de opleiding van animator

Art. 3. De inhoud van de theoretische opleiding van animator wordt met de praktijkstage in overeenstemming gebracht om een samenhangend geheel te vormen.

Art. 4. De inhoud van de theoretische opleiding van animator bedraagt minstens het volgende :

1° de aspecten van het gemeenschappelijke leven, inzonderheid :

a. het beheer van de relaties en de communicatie binnen een groep;

b. de technieken die het mogelijk maken de perioden van collectief bijzijn en de perioden bestemd voor overleg te beheren;

c. de organisatie en de uitvoering van de animatie in een ploeg animators;

2° de kennis van de kinderen en de jongeren, inzonderheid :

a. de ritmes van het leven; de behoeften van de kinderen, de jongeren en de groep; het welzijn van de kinderen en de jongeren;

b. de sensibilisering van de animator voor zijn rol bij situaties van mishandeling;

c. de sensibilisering en de inachtneming van de psychologische, fysiologische, sociale en culturele specificiteiten van de kinderen en de jongeren;

3° de opvoeding tot vrijheid, zelfstandigheid en verantwoordelijkheid, inzonderheid :

a. de relatie tussen de animator, de kinderen, de jongeren : een pedagogische relatie, een relatie van goede behandeling;

b. het onderzoek van de opvoedingswaarden ervaren in vakantiecentra;

c. de opvoedingshoudingen in verband met het pedagogische project van de organisator van het vakantiecentrum, waarin de nuttige ervaring verloopt :

4° de middelen voor onderzoek van het pedagogische project van een organisator van vakantiecentra, inzonderheid :

a. de toe-eigening en het kritisch onderzoeken van het pedagogische project van de organisator van het vakantiecentrum waarin de praktijkstage uitgevoerd wordt;

b. de actieve opvoeding binnen een vakantiecentrum;

5° de animaties in vakantiecentra, inzonderheid :

a. de organisatie, het beheer en de evaluatie van de activiteiten en van de collectieve projecten;

b. de opstelling van een gevarieerd en evenwichtig activiteitenprogramma in vakantiecentra;

c. de activiteiten die de expressie, de creativiteit, de communicatie, de culturele ontwakings, de lichamelijke ontwikkeling toelaten;

6° de evaluatie, inzonderheid :

a. de doelstellingen, processen en technieken voor de evaluatie in een vakantiecentrum;

b. de evaluatie van de verschillende aspecten van een vakantiecentrum door en met de kinderen en jongeren en door de animators;

c. de evaluatie van de opleidingsperiodes, de evaluatie tijdens en op het einde van de opleiding;

7° de veiligheid in vakantiecentra, inzonderheid :

a. de voorzorgen die genomen moeten worden om ongelukken te voorkomen;

b. de hygiëne;

c. EHBO;

8° de rol van animator, inzonderheid :

a. de opdrachten en de functies van animator;

b. de deontologie van de animator;

c. de verantwoordelijkheden van de animator : wettelijke, zedelijke, inzake opvoeding en eventueel contractuele;

9° de organisatie van een vakantiecentrum, inzonderheid :

a. de logistiek van een vakantiecentrum;

b. de institutionele omgeving en context gebonden aan de praktijk van de activiteiten in vakantiecentra;

10° de verbanden tussen de theoretische opleiding en de praktijkstage, inzonderheid :

a. de definitie van doelstellingen;

b. het gebruik van de verworvenheden;

c. de experimentatie van de collectieve opbouw van kennis;

d. de experimentatie van het centrale ambt dat de deelnemer invult in de opleiding;

e. de actieve methodes inzake opvoeding;

11° de Rechten van het Kind, inzonderheid hun toepassing in het kader van de activiteiten en het dagelijkse beheer van de vakantiecentra;

12° de filosofie en de methodes van de Permanente opvoeding :

- a. de experimentatie van het collectieve leven en het onderzoek van de situaties beleefd in verband met het ambt van animator van een vakantiecentrum;
- b. de experimentatie van het ambt van animator en het onderzoek van de tegengekomen situaties in verband met de opdrachten van de vakantiecentra;
- c. de experimentatie van het nemen van de verantwoordelijkheid, de autonomie en de kritische geest in verband met de filosofie van de Permanente opvoeding;
- d. het in perspectief brengen van de experimentaties in het kader van de praktijkstage;
- e. de evaluatie en de exploitatie van de verworvenheden van de theoretische opleiding en van de praktijkstage in de collectieve opbouw van kennis.

Afdeling II. — Nadere regels voor de organisatie van de opleiding van animator

Art. 5. De behoeften van het publiek in opleiding kunnen het relatieve belang voor elke inhoud bedoeld in artikel 4, met uitzondering van de Permanente opvoeding bedoeld in artikel 4, 12°, die een transversale inhoud is, verantwoorden.

Art. 6. De praktische nadere regels voor de organisatie van de opleiding van animator zijn de volgende :

1° 150 uren theoretische opleiding en 150 uren praktijkstage die gespreid worden over een maximale duur van 36 maanden en als volgt worden georganiseerd :

- a. minstens 75 uren theoretische opleiding residentieel waarvan een periode van minstens 40 uur;
- b. een of twee periodes praktijkstage die in totaal minstens 75 uren vormen binnen het ambt van animator;
- c. minstens 50 uren theoretische opleiding residentieel, onderbroken of gevolgd door een eventuele tweede periode praktijkstage;

2° de 150 uren theoretische opleiding bedoeld in 1° worden residentieel georganiseerd in minimaal 2 en maximaal 6 periodes.

De duur van 36 maanden bedoeld in 1° kan uitzonderlijk verlengd worden bij afwijking toegekend door de Jeugddienst.

Art. 7. Op de eerste dag van de theoretische opleiding van animator, moet de deelnemer minstens 16 jaar oud zijn.

HOOFDSTUK III. — *De opleiding van coördinator*

Afdeling I. — De inhoud van de opleiding van coördinator

Art. 8. De inhoud van de theoretische opleiding van coördinator wordt met de praktijkstage in overeenstemming gebracht om een samenhangend geheel te vormen.

Art. 9. De inhoud van de theoretische opleiding van coördinator bedraagt minstens :

- 1° het beheer van de ploeg animators, de begeleiding van de animators met inbegrip van de pedagogische ondersteuning en de opleidingsevaluatie;
- 2° de middelen om een pedagogisch project bedoeld in artikel 7, 3° van het decreet te ontwerpen, dit toe te eigenen, en te ontwikkelen;
- 3° de middelen om de overeenstemming te evalueren tussen het pedagogische project en zijn toepassing via de organisatie van het vakantiecentrum;
- 4° de houding van de coördinator, zijn relatie met de kinderen en de jongeren die aan vakantiecentra deelnemen;
- 5° de rol, het statuut en de functies van de coördinator;
- 6° de relatie van de coördinator met de organisator en het personeel van het vakantiecentrum;
- 7° de veiligheid en de hygiëne in het vakantiecentrum;
- 8° de externe reglementaties in verband met de organisatie van een vakantiecentrum : kennis van de wetgeving, van de reglementen en criteria in de domeinen van het kind, de jeugd, het openluchtlevens;
- 9° de evaluatie van de vakantiecentra, de evaluatie van de opleidingsperiodes, de evaluatie tijdens en op het einde van de opleiding;
- 10° het beheer en het bestuur van een vakantiecentrum inzonderheid de verzekeringen;
- 11° de relaties met het opvangmilieu, de ouders, de gemeentelijke overheden, de vertegenwoordigers van de overheid, de media;
- 12° de opdrachten van een vakantiecentrum;
- 13° de hulpverlenende instellingen en personen om de opdrachten van een vakantiecentrum te vervullen;
- 14° de Rechten van het kind, inzonderheid hun toepassing in het kader van de activiteiten en het dagelijkse beheer van de vakantiecentra;
- 15° de filosofie en de methodes van de Permanente opvoeding, inzonderheid :
 - a. de experimentatie van het collectieve leven en het onderzoek van de ervaren situaties in verband met het ambt van coördinator van een vakantiecentrum;
 - b. de experimentatie van het ambt van coördinator en het onderzoek van de ervaren situaties in verband met de opdrachten van de vakantiecentra;
 - c. de experimentatie van het nemen van verantwoordelijkheden, van de autonomie en van de kritische geest in verband met de filosofie van de Permanente opvoeding;
 - d. de in perspectiefstelling van de experimentaties in het kader van de praktijkstage;
 - e. de evaluatie van de exploitatie van de verworvenheden van de theoretische opleiding en van de praktijkstage in de collectieve opbouw van kennis.

Afdeling II. — Nadere regels voor de organisatie van de opleiding van coördinator

Art. 10. De behoeften van het publiek in opleiding kunnen het relatieve belang rechtvaardigen, voorbehouden aan elke inhoud, bedoeld in artikel 9, met uitzondering van de Permanente opvoeding bedoeld in artikel 9, 15°, die een transversale inhoud is.

Art. 11. De nadere regels voor de organisatie van de opleiding van coördinator zijn de volgende :

1° Een eerste periode praktijkstage van minstens 100u als gebrevetteerd of ermee gelijkgesteld animator in een vakantiecentrum erkend overeenkomstig het decreet, te presteren binnen de 24 maanden die aan het begin van de theoretische opleiding voorafgaan.

2° 150 uren theoretische opleiding waarvan minstens 120 uren residentieel, verdeeld over twee cycli.

Elke cyclus omvat tussen 70 en 80 theoretische opleidingsuren en gebeurt in deze volgorde :

- a. minstens 30 uren theoretische opleiding residentieel;
- b. minstens 75 uren praktijkstage als coördinator;
- c. minstens 8 uren theoretische opleiding met inbegrip van de collectieve evaluatie.

De twee cycli lopen over een totale duur van minimaal 12 maanden en maximaal 36 maanden.

3° Tijdens de eerste opleidingscyclus bedoeld in 2° moet de praktijkstage gesuperviseerd worden door een gebrevetteerde coördinator of in tweede opleidingscyclus of een overeenkomst ondertekend hebben met de inrichtende macht van het vakantiecentrum. Die overeenkomst bepaalt de praktische nadere regels voor de begeleiding. De opleidingscommissie wordt ermee belast een redactiesjabloon op te stellen voor die overeenkomst.

Tijdens de tweede opleidingscyclus bedoeld in 2° verloopt de praktijkstage als volledige coördinator in de vorm van een speelplein.

Art. 12. Op de eerste dag van de theoretische opleiding van de coördinator moet de deelnemer minstens 18 jaar oud zijn.

HOOFDSTUK IV. — Algemene bepalingen betreffende de theoretische opleidingen

Art. 13. Drie tot elf theoretische opleidingsuren kunnen per opleidingsdag gevaloriseerd worden. Onder drie uur kan de opleidingsdag niet gevaloriseerd worden.

Art. 14. De minimale omkaderingsnormen voor een periode theoretische opleiding zijn :

- 1° twee opleiders voor 8 tot 23 deelnemers;
- 2° drie opleiders voor 24 tot 31 deelnemers;
- 3° vier opleiders voor 32 tot 40 deelnemers.

Art. 15. Enkel de opleiders die deelnemen aan het residentieel leven van de opleiding kunnen meegerekend worden binnen de minimale omkaderingsnormen.

Ingeval meerdere groepen deelnemers verzameld zijn binnen eenzelfde periode, beschikt elke groep over een duidelijke geïdentificeerde omkaderingsploeg.

Art. 16. Voor de opleiding van de animators moet minstens de helft van de opleiders houder zijn van het brevet van animator van vakantiecentra bedoeld in artikel 5bis, § 1, 1°, van het decreet.

Voor de opleiding van de coördinatoren moet minstens de helft van de opleiders houder zijn van het brevet van animator van vakantiecentra bedoeld in artikel 5bis, § 1, 1°, van het decreet en moet minstens één opleider houder zijn van het brevet van coördinator van vakantiecentra bedoeld in artikel 5bis, § 1, 2°, van het decreet.

HOOFDSTUK V. — Algemene bepalingen betreffende de praktijkstage

Art. 17. § 1. Het aantal uren praktijkstage bedoeld in artikel 5bis, § 1, van het decreet, wordt als volgt bepaald :

1° wanneer de stage uitgevoerd wordt binnen het kader van de verblijven en de kampen :

a. stemt een periode van minstens tien dagen, waarvan acht volle dagen, overeen met honderdvijftig uren praktijkstage;

b. stemt een periode van tenminste zes dagen, waarvan vier volledige dagen, overeen met vijfenzeventig uren praktijkstage. De gecumuleerde uren van de eerste en de laatste dag moeten minimaal acht uren animatie totaliseren;

2° wanneer de praktijkstage uitgevoerd wordt binnen het kader van de vakantiepleinen :

a. worden slechts de dagen die minstens zeven uren opvang van de kinderen begrijpen, gecoördineerd door de coördinator of gepresteerd door de animator die de praktijkstage presteert, als praktijkstage gevaloriseerd;

b. stemt een periode van vijf dagen plein overeen met 50 uren praktijkstage;

c. als het vakantieplein gesloten is wegens een wettelijke feestdag, kan die dag aangerekend worden in de praktijkstage met een maximum van twee wettelijke feestdagen in acht genomen over het geheel van de uren praktijkstage;

§ 2. De personen die de praktijkstage presteren, zijn aanwezig gedurende het volledige verblijf, kamp of periode van het plein en nemen deel aan de voorbereidings- en evaluatietijden in animatieploeg.

§ 3. De opleidingsinstelling wordt ermee belast na te kijken of de deelnemer de vereiste voorwaarden vervult om zijn praktijkstage uit te voeren en of de praktijkstage overeenstemt met de criteria bedoeld in §§ 1 en 2.

HOOFDSTUK VI. — Nuttige ervaring

Art. 18. § 1. Het aantal uren die in aanmerking genomen worden om de nuttige ervaring te bepalen, bedoeld in artikel 5, §§ 3 tot 6, van het decreet, worden als volgt bepaald :

1° wat betreft de nuttige ervaring verworven tijdens de verblijven en de kampen :

a. een periode van minstens tien dagen, waarvan acht volledige dagen, stemt overeen met 150 uren nuttige ervaring;

b. een periode van minstens zes dagen, waarvan vier volledige dagen, stemt overeen met 75 uren nuttige ervaring; de gecumuleerde uren van de eerste en de laatste dag moeten een totaal van minstens 8 uren animatie vormen;

2° wat betreft de nuttige ervaring verworven tijdens de vakantiepleinen :

- a. worden enkel de dagen die minstens zeven uren opvang van de kinderen tellen, als nuttige ervaring aangerekend;
- b. stemt een periode van vijf dagen overeen met 50 uren nuttige ervaring;
- c. als het vakantieplein gesloten is voor een wettelijke verlofdag kan die dag aangerekend worden in de nuttige ervaring met een maximum van twee wettelijke feestdagen in acht genomen over het geheel van de uren nuttige ervaring;

§ 2. De voorwaarden voor het verwerven van de nuttige ervaring zijn de volgende :

1° de nuttige ervaring is volledig verworven in vakantiecentra erkend in een ambt van animatie voor animator. Ze kan verworven worden voor 100 uren binnen een ambt van animatie en 150 uren in een ambt van coördinatie voor de coördinator.

2° de nuttige ervaring wordt bewezen door de inrichtende macht van het vakantiecentrum waarin zij verworven is. Het attest bepaalt het ambt waarin de nuttige ervaring verlopen is : ofwel animatie, ofwel coördinatie.

3° de personen die de nuttige ervaring presteren, zijn aanwezig gedurende het geheel van het verblijf, het kamp of de periode van het plein en nemen deel aan de voorbereidings- en evaluatietijden in animatieploeg.

§ 3. De « Office de la Naissance et de l'Enfance » wordt ermee belast de nuttige ervaring te bekrachtigen.

HOOFDSTUK VII. — *De commissie betreffende de opleiding*

Art. 19. De opleidingscommissie bestaat uit de volgende categorieën van leden, die allemaal lid zijn van de algemene adviescommissie :

- 1° een vertegenwoordiger van de Minister van Jeugd;
- 2° een vertegenwoordiger van de Jeugddienst;
- 3° een vertegenwoordiger van de Inspectie;
- 4° vier afgevaardigden van opleidingsorganen die gemachtigd zijn voor de opleiding van animators of voor de opleiding van coördinatoren van vakantiecentra;
- 5° een afgevaardigde van de « Union des Villes et des Communes de Wallonie » en een afgevaardigde van de « Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest »;
- 6° een afgevaardigde van de inrichtende machten of van een groepering inrichtende machten van vakantiecentra bedoeld in artikel 17bis, 7°;
- 7° drie afgevaardigden van de Adviescommissie voor Jeugdorganisaties waarvan een als activiteit de organisatie van pleinen heeft, een de organisatie van verblijven en een de organisatie van kampen.

Enkel de leden bedoeld in de punten 4°, 5°, 6° en 7°, zijn stemgerechtigd voor de adviezen over de toekenning of de intrekking van de erkenning en voor de gelijkstellingen. De voorzitter wordt aangesteld onder de leden van de opleidingscommissie, volgens de regels bepaald in het huishoudelijk reglement ervan. Het secretariaat van de opleidingscommissie wordt waargenomen door de Jeugddienst.

Behalve uitzonderlijke reden moet de opleidingscommissie opgeroepen worden binnen een termijn van minstens vijf werkdagen voorafgaand aan elke vergadering.

De opleidingscommissie kan geldig zetelen ongeacht het aanwezigheidsquorum voor zover vijf categorieën leden vertegenwoordigd zijn. Als minder dan vijf categorieën vertegenwoordigd zijn, kan een tweede vergadering bijeengeroepen worden binnen de vijftien dagen. In dat geval kan zij geldig zetelen ongeacht het aantal vertegenwoordigde categorieën.

Zij beraadslaagt met gesloten deuren met volstreekte meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden.

De opleidingscommissie neemt haar huishoudelijk reglement aan. In ieder geval bepaalt dit de van toepassing zijnde deontologische regels, inzonderheid wanneer een dossier betreffende een van zijn leden op de agenda gesteld wordt. Dat huishoudelijk reglement wordt onderworpen aan de goedkeuring van de Minister van Jeugd.

De opleidingscommissie wordt ermee belast de adviezen van de algemene adviescommissie voor te bereiden over elke vraag betreffende de opleidingen inzake vakantiecentra. De opleidingscommissie spreekt zich uit in de vorm van advies.

Om de drie jaar vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 30 april 2009 tot wijziging van het decreet, verleent de algemene adviescommissie een advies over het opleidingsproces met een beschrijving van de evaluatie van de opleiding bedoeld in artikel 5bis, § 3, 3e lid, van het decreet en deelt die mee aan de Regering.

HOOFDSTUK VIII. — *De erkenning van opleidingsorganen*

Art. 20. Het dossier voor de aanvraag om erkenning bepaalt alle nadere regels waardoor het orgaan aan de voorschriften betreffende de erkenning bedoeld in artikel 5bis, § 3, van het decreet, voldoen, en moet minstens het volgende omvatten :

1° een beschrijving van de opleidingsinstelling, te weten het adres en verdere gegevens, het maatschappelijk doel, de statuten, de namen van de verantwoordelijken, de erkenningen alsook de referenties inzake opleidingen waardoor aangetoond wordt dat de opleidingsinstelling over de in artikel 5bis, § 3, 2e lid, 4°, van het decreet bedoelde deskundigheid beschikt, dat hij een deskundigheid in opleiding ontwikkelt en dat hij in staat zal zijn het geheel van de opleidingsvoorwaarden te kunnen invullen voor het bereiken van het ambt van animator van vakantiecentra of van coördinator van vakantiecentra zoals bedoeld in dit besluit;

2° het gevraagde erkenningstype, te weten de erkenning voor de opleiding van animator van vakantiecentra en/of voor de opleiding van coördinator van vakantiecentra;

3° een beschrijving van de opleiding van animator en/of coördinator met de nadruk op de middelen waardoor de opleidingsinstelling zich schikt naar de artikelen 5bis, § 2 en 5bis, § 3, 1°, 5° en 6°, van het decreet alsook naar de hoofdstukken II en/of III, IV, V van dit besluit, met vermelding van :

- a. de algemene doelstellingen van de opleiding;
- b. de wijze van toe-eigening en van overdracht van de inhoud;
- c. de evaluatiecriteria;

- d. de tijdelijke organisatie van de opleiding die tot het bekwaamheidsbewijs leidt, hetzij het type, het aantal en de duur van de opleidingsperiodes en het verband met de praktijkstage;
- e. de verdeling van de inhoud van de opleiding binnen de verschillende opleidingsperiodes;
- f. de voorwaarden voor de werving van de opleiders, onverminderd artikel 16;
- g. de wijze van werving van de deelnemers, te weten de beschrijving van het doelpubliek, van het grondgebied waarop de werving gebeurt, de gebruikte middelen, het voorziene aantal deelnemers;
- h. de gegevens van de inrichtende machten van de vakantiecetra die partner zijn voor de praktijkstage, de overeenkomsten ondertekend met de vakantiecetra;
- i. een beschrijving van de middelen voor de bewaring van de gegevens betreffende de deelname aan de vormingsperiodes en aan de praktijkstage;
- j. een beschrijving van eventuele partner(s) met andere opleidingsorganen of met de inrichtende machten van vakantiecetra.

De opleidingscommissie kan een modeldossier opstellen om de stappen te vergemakkelijken.

Art. 21. De procedure voor de erkenning van een opleidingsinstelling is de volgende :

1° Het dossier van de aanvraag om erkenning moet bij de Jeugddienst worden ingediend minstens zes maanden vóór het begin van de eerste opleiding van animator of coördinator van vakantiecetra. Bij gebrek, zal de aanvraag om erkenning niet in acht genomen worden voor die opleidingen. De Jeugddienst verstuurt een brief die de datum van ontvangst van de aanvraag om erkenning bevestigt;

2° De Jeugddienst onderzoekt het dossier van de aanvraag om erkenning en deelt het mee aan de algemene adviescommissie binnen de vijftien dagen volgend op de datum van ontvangst van het dossier;

3° De algemene adviescommissie beschikt over 45 dagen vanaf de ontvangst van het dossier om het advies van de opleidingscommissie aan de Jeugddienst mee te delen;

4° De Jeugddienst verstuurt een gemotiveerd voorstel van beslissing aan de Minister van Jeugd binnen een termijn van 15 dagen vanaf de ontvangst van het advies van de algemene adviescommissie. Van de beslissing van de Minister van Jeugd wordt door de Jeugddienst kennis gegeven aan de opleidingsinstelling binnen een termijn van 15 dagen vanaf de versturing van het voorstel van beslissing van de Jeugddienst.

Art. 22. De erkenning is geldig voor een periode van 5 jaar.

Art. 23. De Jeugddienst en de Inspectie worden ermee belast de naleving van de erkenningsvoorwaarden na te gaan.

Elk jaar maakt de opleidingsinstelling voor het komende jaar de vooruitzichten betreffende de organisatie van de opleidingsessies, te weten de opschriften, data en plaatsen van de opleidingsperiodes, het aantal deelnemers en contactpersonen over aan de Jeugddienst.

Art. 24. Een opleidingsinstelling die een weigering van erkenning krijgt, kan een nieuw dossier van aanvraag om erkenning slechts ten vroegste zes maanden na de kennisgeving van de beslissing om weigering indienen.

HOOFDSTUK IX. — *De intrekking, de weigering van de erkenning en het beroep*

Art. 25. De erkenning van een opleidingsinstelling kan ingetrokken worden als hij niet of niet meer aan een deel of het geheel van de voorwaarden bedoeld in artikel 5bis van het decreet beantwoordt of als er niet aan de toepassingsmodaliteiten van dit besluit voldaan wordt.

De procedure voor de intrekking van de erkenning van een opleidingsinstelling is de volgende :

1° De Jeugddienst geeft kennis van het begin van de procedure voor intrekking van de erkenning en de redenen ervoor aan de opleidingsinstelling, een kopie van de bedoelde kennisgeving wordt naar de algemene adviescommissie verstuurd om het advies van de opleidingscommissie aan te vragen;

2° De opleidingsinstelling kan een opmerkingsnota aan de Jeugddienst en aan het secretariaat van de algemene adviescommissie laten toekomen, en dit ten laatste binnen de 15 dagen volgend op de kennisgeving bedoeld in 1°;

3° De algemene adviescommissie beschikt over een termijn van 45 dagen vanaf de ontvangst van de observatienota bedoeld in 2° om het advies van de opleidingscommissie mee te delen aan de Jeugddienst;

4° De Jeugddienst stelt een gemotiveerd voorstel van beslissing op en verstuurt dit naar de Minister binnen een termijn van 15 dagen vanaf de ontvangst van het advies van de algemene adviescommissie.

5° De Jeugddienst geeft van de beslissing van de Minister kennis aan de opleidingsinstelling binnen een termijn van 15 dagen volgend op de ontvangst van het advies van de algemene adviescommissie.

Art. 26. Een opleidingsinstelling kan een beroep indienen tegen een beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning bedoeld in artikel 5bis, § 3, van het decreet volgens deze procedure :

1° De opleidingsinstelling beschikt over een termijn van 15 dagen vanaf de kennisgeving van de beslissing om intrekking van de erkenning om de bezwaren aan de Jeugddienst en aan het secretariaat van de algemene adviescommissie mee te delen;

2° Vanaf de ontvangst van het beroep beschikt de algemene adviescommissie over een termijn van 45 dagen om de opleidingsinstelling te horen behalve uitdrukkelijke afstand van dat recht en om een advies aan de Minister van Jeugd mee te delen;

3° Vanaf de ontvangst van het advies geformuleerd door de algemene adviescommissie beschikt de Jeugddienst over 15 dagen om de beslissing van de Minister van Jeugd aan de opleidingsinstelling mee te delen.

HOOFDSTUK X. — *Homologatie van de brevetten*

Art. 27. § 1. Elk brevet van animator van vakantiecetra of van coördinator van vakantiecetra moet door de Franse Gemeenschap worden gehomologeerd.

§ 2. De aanvraag om homologatie van een brevet wordt ingediend bij de Jeugddienst en moet de volgende informatie bevatten :

1° de gegevens van de opleidingsinstelling;

2° de naam van de houder van het brevet;

- 3° de voornaam van de houder van het brevet;
- 4° de geboortedatum van de houder van het brevet;
- 5° de datum van het einde van de opleiding;
- 6° de aard van het bekomen bewijs (animator of coördinator);
- 7° de aard van de praktijkstage (plein, kamp of verblijf).

Die informatie wordt aan de Jeugddienst meegedeeld in de vorm bepaald door de Minister van Jeugd.

§ 3. De opleidingsinstelling moet gedurende vijf jaar de gegevens betreffende elke deelnemer die zijn opleiding beëindigd heeft, bewaren : naam, voornaam, geboortedatum, opleidingsdatum en -plaats, datum en plaats van de praktijkstage.

De opleidingsinstelling moet gedurende acht jaar de data en plaatsen van de opleidingen bewaren alsook de samenstellingen van de omkaderingsploegen.

§ 4. Het model van het uitgereikte brevet wordt bepaald door de Jeugddienst. Nadat werd nagegaan of de gevolgde opleiding conform is met de voorschriften van het decreet en van dit besluit, homologeert de Jeugddienst het brevet.

HOOFDSTUK XI. — *Gelijkstellingen*

Art. 28. § 1. De aanvragen betreffende een bewijs uitgereikt vóór 2001 na een opleiding

- 1° waarvan de doelstellingen en de inhoud overeenstemmen met het brevet bedoeld in artikel 5bis van het decreet;
- 2° waarvan de duur van de theoretische opleiding minimaal 120 uren bedraagt;
- 3° waarvan de duur van de verworven ervaring minstens 150 uren bedraagt voor de animators en 250 uren voor de coördinatoren;

komen in aanmerking voor een gelijkstelling uitgereikt door de Jeugddienst, op voorstelling van een kopie van het behaalde bewijs en van de beschrijving van de gevolgde opleiding.

De Jeugddienst legt de lijst van de opleidingen die aan deze criteria beantwoorden voor advies voor aan de algemene adviescommissie.

§ 2. De aanvragen betreffende een bewijs uitgereikt door een opleidingsinstelling vóór de kennisgeving van zijn erkenning komen in aanmerking voor een gelijkstelling uitgereikt door de Jeugddienst voor zover de gevolgde opleiding conform is met de voorschriften van artikel 5bis van het decreet en van dit besluit.

Zodra van zijn habilitatie kennis wordt gegeven, kan de opleidingsinstelling een aanvraag om gelijkstelling indienen voor alle personen die houder zijn van het bewijs bedoeld in het 1e lid. Daartoe deelt hij de nodige informatie mee aan de Jeugddienst, te weten de beschrijving van de opleiding en de gegevens over de personen waarvoor een gelijkstelling wordt aangevraagd.

De Jeugddienst legt de beschrijving van de opleiding voor advies voor aan de algemene adviescommissie.

§ 3. De aanvragen betreffende een individuele loopbaan die geen opleiding inhouden die aan de in § 1 bedoelde criteria beantwoorden, moeten verstuurd worden naar de Jeugddienst op ongezegeld papier. De aanvraag moet alle bestanddelen omvatten die de aanvrager als noodzakelijk acht om zijn persoonlijke loopbaan te verantwoorden en minstens :

- 1° de informatie over de identiteit van de persoon, te weten de naam, voornamen, geboortedatum, adres en contactgegevens;
- 2° de attesten en informatie betreffende de opleidingen gevolgd buiten het onderwijs van de Franse Gemeenschap;
- 3° de kopie van de bewijzen of getuigschriften verworven in het onderwijs van de Franse Gemeenschap;
- 4° de getuigschriften betreffende de periodes ervaring verworven in andere kaders dan de vakantiecentra en binnen vakantiecentra.

De Jeugddienst beschikt over 15 dagen om de aanvraag aan de algemene adviescommissie mee te delen.

Vanaf de ontvangst van de aanvraag beschikt de algemene adviescommissie over een termijn van 30 dagen om het advies van de opleidingscommissie betreffende de toekenning of de intrekking van de gelijkstelling aan de Jeugddienst mee te delen.

De Jeugddienst stelt een voorstel van beslissing op en verstuurt het naar de Minister binnen een termijn van 15 dagen vanaf de ontvangst van het advies van de algemene adviescommissie.

De Jeugddienst geeft van de beslissing van de Minister van de Jeugd kennis binnen een termijn van 15 dagen.

HOOFDSTUK XII. — *Slotbepalingen*

Art. 29. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 oktober 2001 tot vaststelling van de homologatievoorwaarden voor de brevetten van animator en coördinator voor vakantiecentra wordt opgeheven.

Art. 30. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2009.

Art. 31. De Minister van Jeugd wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK